

# S'organiser contre le capitalisme !

La Ligue Communiste Révolutionnaire et les Jeunesses Communistes Révolutionnaires luttent pour une société débarrassée de toute exploitation et oppression, bien loin des caricatures stalinienne qui ont été faites au 20ème siècle.

## Contre le capitalisme...

Nous pensons que la société est divisée entre une minorité qui possède les richesses, les entreprises, les médias et une majorité qui doit se salarier pour pouvoir vivre.

Ce sont les salariés qui créent les richesses, mais alors que les profits explosent, le pouvoir d'achat baisse et les conditions de vie se dégradent. La démocratie s'arrête à la porte des entreprises, car un patron et des actionnaires peuvent décider de mettre sur le carreau des dizaines, des centaines ou des milliers de travailleurs, juste pour faire plus de bénéfices.

Ce système est mondial. Pour faire toujours plus de profits, les entreprises capitalistes et les États essayent de conquérir de nouveaux marchés ou de s'accaparer des matières premières, comme le pétrole et le gaz. Cela veut dire des guerres sans relâche en Afrique et au Moyen-Orient, l'oppression de peuples comme les Palestiniens, le pillage des ressources, l'exploitation extrême de la main d'œuvre, comme en Asie... Alors que les techniques sont de plus en plus avancées, on cherche plus de nouveaux moyens de détruire la planète que de soigner les maladies et de donner à manger à tous.

## Lutter...

La classe dominante cherche à nous diviser, entre français et immigrés, entre hommes et femmes, entre hétéros et lesbiennes, gays, bi et trans... Nous pensons au contraire que c'est unis contre notre ennemi commun que nous serons plus forts. Nous sommes solidaires de tous ceux et de toutes celles qui luttent pour leurs droits et contre l'oppression.

Dans l'histoire, c'est uniquement par les luttes que nos droits ont avancé. C'est pourquoi nous proposons à tous ceux qui le veulent de se battre tous ensemble contre le gouvernement, sans attendre de quelconques élections.



La jeunesse, scolarisée ou salariée, est particulièrement concernée, car elle a prouvé ces dernières années qu'elle était la catégorie la plus combative. Elle doit donc être de nouveau à la pointe des futures luttes.

## ... et s'organiser !

Mais il est aussi urgent de nous organiser à plus long terme. Alors que la droite est de plus en plus dure et « décomplexée », la gauche incarnée par le PS ne propose aucune alternative claire. Lorsqu'elle était au pouvoir, elle a aussi mené des politiques antisociales. Et dans l'opposition, elle pense plutôt à courir après la droite qu'à lui opposer des mobilisations.

La classe dominante est très organisée. Elle a une organisation très efficace, le MEDEF, et des gouvernements à sa botte. Nous devons faire de même, en comptant sur nos propres forces. C'est le sens de l'appel lancé par la LCR pour la création d'un nouveau parti anticapitaliste, révolutionnaire. Nous proposons à tous ceux et celles qui veulent en finir avec ce système de créer ensemble un nouveau parti.

Pour nous, ce parti devrait être indépendant des institutions, se mettre au service des luttes et permettra de préparer une transformation révolutionnaire de la société.

Dans les mois à venir, nous nous réunirons pour lancer le processus d'une nouvelle organisation, pour décider tous ensemble de son programme.

Pour en discuter avec nous ou d'ores et déjà nous rejoindre, n'hésite pas à prendre contact !

**red**  
le journal des JCR

**LCR**  
100% À GAUCHE

Rentrée pourrie...

# Pas de quartier pour Sarko et ses amis !



## Profs non remplacés, élèves expulsés... C'est ça leur rentrée !

**Jeunesses Communistes Révolutionnaires**

**Ligue Communiste Révolutionnaire**

2, rue Richard Lenoir  
93100 Montreuil

[www.jcr-red.org](http://www.jcr-red.org)  
[www.lcr-rouge.org](http://www.lcr-rouge.org)

[lycees@jcr-red.org](mailto:lycees@jcr-red.org)  
[lcr@lcr-rouge.org](mailto:lcr@lcr-rouge.org)

9430 profs en moins à la rentrée prochaine, et déjà de nombreuses suppressions de postes de profs. Partout les classes sont surchargées. C'est comme ça que le gouvernement veut que nous réussissions nos études ? Peut-être pas. Peut-être qu'il veut justement l'échec scolaire pour justifier des réformes pourries dans le futur.

En 2005, Fillon, alors ministre de l'Éducation, avait mis en place le « socle commun de connaissances », lire, écrire, compter, cliquer. Cela veut dire une éducation au rabais, car au fur et à mesure, les autres enseignements disparaissent des lycées les plus populaires. Le prétexte ? Beaucoup d'élèves sortent du système scolaire chaque année. A la fac, c'est à cause du taux d'échec qu'on met aujourd'hui en place l'autonomie. Cela veut dire moins de moyens pour les filières moins rentables.

Le gouvernement avait promis de créer des postes pour accueillir les élèves handicapés et dédoubler les cours de langues en terminale... Mais en fait, il va se contenter de « redéployer » 6000 profs, au lieu de créer de l'emploi. Donc ce qui sera pris quelque part sera perdu ailleurs. On sera peut-être un peu moins en anglais, mais beaucoup plus dans les autres cours !

Mais Sarkozy et ses copains croient nous faire passer la pilule en nous divisant : ce

serait à cause des fainéants de profs qu'on aurait des problèmes, ou encore à cause des immigrés...

En fait, le gouvernement en le patronat veulent supprimer un à un nos acquis sociaux. Ils veulent démanteler le Code du travail, les services publics, la Sécu... Mais ils savent aussi que les jeunes et les salariés se sont battus pour gagner tout ça, et qu'ils se batront encore s'il le faut !

Alors le gouvernement veut nous infliger des défaites pour que nous ne puissions plus relever la tête. Il veut nous réprimer, interdire nos grèves et nos manifs, expulser ceux d'entre nous qui sont immigrés, nous laisser le choix entre boulots pourris et chômage... Si nous ne réagissons pas, nous lui laisserons le champ libre pour nous en mettre plein la tête !

La jeunesse a un rôle particulier dans cette résistance. Avec le mouvement de 2005 dans les lycées, avec les révoltes dans les quartiers populaires en novembre 2005, avec le CPE en 2006, nous avons montré que nous étions les plus combattifs.

Nous pouvons entraîner les salariés à nos côtés en nous mobilisant. Mais si nous ne bougeons pas, alors les autres risquent de se dire que ça ne sert à rien de se battre... C'est ce que veulent Sarko et Parisot... Ce sera eux ou nous !



## S'organiser, militer, prendre contact avec les JCR et la LCR

- Je souhaite prendre contact avec les JCR ou la LCR
- Je souhaite m'abonner à RED, 10 euros pour 10 numéros (chèque à l'ordre de l'APEIJ)

Nom: ..... Prénom: .....  
 Adresse: .....  
 Lycée : ..... Code postal: ..... Ville: .....  
 Téléphone: ..... Email: .....

À renvoyer à JCR-LCR, 2 rue Richard Lenoir 93 100 Montreuil.

[www.jcr-red.org](http://www.jcr-red.org)  
[www.lcr-rouge.org](http://www.lcr-rouge.org)

## Rapport Darcos : ce que nous prépare le gouvernement

En mars dernier, Darcos (aujourd'hui ministre de l'Éducation) a remis à Sarkozy un rapport sur « la situation morale et matérielle des professeurs en France. » Le vrai but est de refonder complètement l'école, dans la lignée de la Loi Fillon de 2005.

### Autoritarisme contre les élèves...

Comme tout homme de droite, Darcos dresse un tableau très sombre, et très caricatural. Les élèves seraient des petites racailles à qui il faudrait serrer la visse. Il préconise ainsi un « retour dans les classes de la discipline, du savoir-vivre, de la politesse élémentaire. » Déjà en 2002, Sarkozy alors ministre de l'intérieur avait fait passer une loi pour punir de prison les élèves qui commettraient un « outrage » contre les profs. C'est avec la même démagogie que le ministre a commencé son rapport.

### ... et contre les profs

Darcos veut que « tous les cours inscrit à l'emploi du temps [soient] dus aux élèves, quoi qu'il arrive. » Cela veut dire qu'à la prochaine grève dans les lycées, les cours se finiront à la mi-août, pour rattraper le retard... Ou qu'on finira en juillet lorsqu'une prof aura été enceinte ?! Darcos propose une « annualisation des services d'enseignement » de manière à garantir que « l'horaire annuel prévu [soit] assuré. » Et pour être bien sûr que les profs ne se rebellent pas, il propose qu'ils aient des « primes » sur leurs salaires, décidées par le chef d'établissement. Ceci est censé garantir que les profs appliquent à la lettre les volontés de l'administration et qu'il n'y aura plus de grève dans l'Éducation Nationale, comme en 2003...

### Ségrégation sociale

Une fois que nous avons fermé nos gueules, on peut passer aux choses sérieuses. D'abord, l'école ne peut plus donner les mêmes savoirs à chacun. Etant donné qu'il existe un socle commun de connaissance, certains n'ont pas besoin d'aller au-delà. Darcos veut imposer des classes de niveaux, de manière à ce que l'on puisse « recevoir une instruction, chacun selon ses besoins. » Cette intention est certes louable, s'il s'agit de cours de soutien. Mais là, il s'agirait d'une ségrégation : les enfants de l'élite auront le meilleur de l'enseignement... Et les classes populaires auront le socle commun.

Et cette séparation entre élèves ne s'arrête pas là. Il faut carrément la mettre en place à l'échelle des bahuts ! Ainsi, il faudrait que les établissements « disposent d'une plus grande autonomie », notamment budgétaire sur « les horaires, la composition des classes, l'application du programme. » En clair, d'un lycée à l'autre, ce ne sera pas le même programme, pas les mêmes horaires. Cela veut dire différents bacs, certains de qualité, qui mènent à des études supérieures d'élite, et des bacs locaux, dépendant des besoins du marché du travail et non des vœux des élèves. L'autonomie est synonyme de manque de moyens pour tous. Pour palier au manque de thune, Darcos préconise que les établissements « se [regroupent] pour mutualiser leurs moyens : options, enseignants contractuels, heures supplémentaires... » En clair, si tu veux faire du russe et qu'il n'y a pas de prof pour l'enseigner, il faudra que tu ailles dans un autre bahut, à l'autre bout de la ville ou du département. Et pour certaines options, il faudra carrément laisser tomber.

## L'autonomie des facs, vers la privatisation...

Cet été, le gouvernement a mis en place l'autonomie des universités. La fac manque cruellement de moyens. Les étudiants, dont 50% sont salariés, ne peuvent plus choisir leur emploi du temps selon leurs horaires de taf, car il y a moins de profs et donc moins de cours. Pour ceux qui n'abandonnent pas, après le diplôme, c'est souvent le chômage ou la précarité.

### Facs ouvertes aux patrons...

Le gouvernement l'a vu et a décidé de faire pire. L'autonomie des facs, cela signifie que les établissements définissent un projet de spécialisation. Ils reçoivent leurs moyens en fonction de cela. Evidemment, il vaut mieux se spécialiser dans les sciences techniques appliquées que dans la recherche fondamentale, les sciences humaines, la littérature ou la philo. Mais de toutes manières, les facs n'auront pas assez de moyens pour tourner. Alors elles devront faire des demandes autour d'elles. Bien entendu, les entreprises seront très heureuses de les financer. Mais à condition d'avoir un contrôle sur elles. On voit déjà fleurir des diplômes « professionnalisants. » Pour en avoir un, il faut faire des stages dans la boîte qui le finance... Stages gratuits le plus souvent. Mais cela veut dire aussi qu'à la clé, on a un diplôme reconnu pour un poste, dans une entreprise. Si la boîte licencie, ferme,

ou change ses méthodes de travail, les diplômés se retrouvent... Sans diplôme. Et en arrivant dans une autre boîte, ils ne pourront pas demander un salaire équivalant à leur niveau de formation.

### ... mais fermées aux étudiants

Les facs auront des obligations de résultats. Et comme les budgets ne sont pas à la hauteur, il faut commencer à se fermer aux étudiants qui ont le plus de besoins. D'une part, on peut prévoir des hausses des frais d'inscription. Même si le gouvernement assure qu'il n'y en aura pas l'année prochaine, on peut regarder les exemples dans les autres pays européens. En Grande-Bretagne ou dans l'État espagnol, des formations coûtent plusieurs milliers d'euros par ans et les étudiants s'endettent sur plusieurs décennies. Enfin, les facs ont mis en place des entretiens avec les lycéens qui comptent s'y inscrire. Elles essayent, dans ces rendez-vous, de décourager les moins brillants de s'inscrire. Parfois, elles donnent même des refus illégaux. C'est une sélection masquée qui va se généraliser avec la loi... Voire être officialisée dans le futur. Les lycéens sont concernés au premier plan par cette loi, puisque c'est nous qu'elle va empêcher de faire de bonnes études. Nous devons être solidaires des étudiants qui se mobilisent en ce début d'année !

## Arrêt des expulsions !

Il existe, depuis le mois de mai, un ministère de « l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement. » Cela ne doit pas devenir banal. Il est extrêmement grave que l'on officialise à ce point le racisme. Car le discours qui se tient derrière est clair : les immigrés seraient une menace pour « notre » civilisation. Ils seraient aussi un « problème » et il y en aurait « trop ».

Hortefeux, le ministre concerné a déclaré cet été qu'il fallait « redoubler d'efforts pour interpellier les personnes en situation irrégulière. » Cela veut dire faire du chiffre, donc multiplier les contrôles au faciès, les violences lors des expulsions, en un mot la chasse à l'homme. En 2006, ce sont 25 000 expulsions qui ont eu lieu. L'État se fixe le même objectif pour cette année.

Cette politique a des effets dramatiques pour les sans-papiers. Généralement, ils fuient des régimes dictatoriaux, comme ceux soutenus par la France en Afrique, ou la misère. Et cette misère n'est-elle pas entretenue par la France qui étouffe les pays du Sud avec une dette injuste ? En réalité, elle aurait les moyens de régulariser tous les sans-papiers... Mais cela supposerait

une autre répartition des richesses... Ce que Sarkozy n'est pas près de faire.

En attendant, les sans-papiers mènent des luttes exemplaires, appuyés par le Réseau Éducation Sans Frontière comme à Lille au mois d'août. Et la solidarité ne faiblit pas. Partout en France, lycéens, étudiants, profs et personnels d'établissements scolaires, parents d'élèves, salariés, collègues de sans-papiers, habitants de quartiers se mobilisent pour empêcher des expulsions.

Pas une chaise vide à la rentrée ! Arrêt des expulsions ! Régularisation de tous les sans-papiers !



## Pas de service minimum contre Sarkozy et son gouvernement !

Tous nos acquis viennent de luttes : le SMIC, les congés payés, la limitation du temps de travail, les conventions collectives... Pour se défendre, les salariés n'ont que cette arme. Arrêter de travailler pour arrêter d'enrichir ceux qui possèdent les entreprises... Et donc les faire céder. La grève est l'arme de ceux qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail.

En instaurant le service minimum, le gouvernement restreint ce droit fondamental et cette arme si importante.

Quand nous nous mobilisons contre le CPE, de nombreux cheminots se sont joints à nous par solidarité. Ils n'en auraient plus le droit. Quant les gouvernements se sont attaqués à la Sécu et aux retraites, les cheminots ont été en pointe de la lutte. Avec la loi sur le service minimum ce serait plus dur.

Ce n'est donc pas un hasard si c'est à eux que Sarkozy s'attaque en premier. Il n'a que faire des voyageurs. D'ailleurs le plus gros problème quand on prend les transports, ce ne sont pas les grèves, qui n'ont pas lieu tous les jours, mais les manques de trains, les retards, le fait que les trains soient bondés... Tout ça parce que la SNCF embauche moins et ne remplace pas tous les départs en retraite. Et pour qu'il y ait un meilleur service public de transport, il faudrait des luttes, c'est-à-dire des grèves... Ce que le gouvernement veut rendre plus difficile.

Alors ne tombons pas dans le piège du gouvernement qui cherche à nous diviser : les cheminots, les salariés du public et du privé, les lycéens, les étudiants... Nous sommes dans le même camp, pas dans celui de Sarkozy !

## Des lycées, pas des prisons !

Sarkozy avait promis de passer la « racaille » au « Kärcher. » Autrement dit, d'envoyer en taule tout ce qui ne se tient pas tranquille.

La répression n'est pas nouvelle. Dans les mouvements sociaux de ces dernières années, beaucoup de jeunes et de salariés ont écopé de peines allant de lourdes amendes à de la prison ferme, en passant par des licenciements pour des actions militantes.

En 2005, un mouvement lycéen avait en lieu contre la loi Fillon sur l'éducation. Treize personnes ont été mises en examen à l'époque et vont passer en procès le 22 novembre. Suite à l'occupation d'une annexe du ministère de l'Éducation, elles sont accusées de « violences sur agents de la force publique », alors qu'aucun policier n'avait été blessé, et de « dégradations de biens d'utilité publique », alors que c'est la police qui avait en partie endommagé le bâtiment pour sortir les manifestants.

Les treize risquent jusqu'à 5 ans de prison et 75 000 d'amende et de dommages. En vérité, plus de cent personnes avaient participé à cette action... On se demande comment la Justice a choisi celles qu'elle allait réprimer. C'est bien l'ensemble du mouvement social qui est visé par ce procès. Car en faisant cela, l'État veut nous décourager de manifester.

La politique répressive s'endurcit avec la loi Dati sur la récidive. Avec les « peines plancher », elle dicte leur conduite aux juges et promet une sévérité extrême. Si l'on a commis un délit une fois et que l'on est de nouveau accusé, le juge doit donner au moins une certaine peine. Jusqu'à présent, la loi prévoyait seulement une peine maximale. La Justice ne pouvait décider que de l'appliquer ou de donner moins. Pour la première fois, c'est le contraire qui est prévu.

Les prisons sont déjà surchargées. Elles risquent maintenant d'exploser... Mais notre colère aussi !

Mobilisons-nous avec les treize qui passent en procès le 22 novembre !

Demandons l'amnistie de tous ceux qui ont été condamnés pour avoir participé à des mouvements sociaux !

Demandons l'abrogation des lois sécuritaires mises en place depuis 2001 !